

Priorités de la Thaïlande en matière d'infrastructure pour 2000-2006

Le développement de l'infrastructure figure parmi les priorités de la Thaïlande depuis une trentaine d'années. De 5 à 6 % du PIB a été investi à des projets d'infrastructure, ce qui crée des débouchés.

Le Conseil national de développement économique et social (NESDB) de la Thaïlande a élaboré un plan d'investissement d'infrastructure à long terme pour les six prochaines années accordant la priorité à des projets qui visent à :

- accroître la qualité de vie en Thaïlande
- favoriser la décentralisation vers les régions et le secteur rural
- renforcer la compétitivité du pays
- répondre aux objectifs à long terme de la Stratégie nationale de développement.

Jusqu'à maintenant, 95 mégaprojets d'infrastructure, d'une valeur de 48,5 milliards de dollars, figurent sur la liste des priorités. Résultats prévus de ces projets :

- construction de quatre routes prioritaires interreliées

- amélioration du service ferroviaire
- construction d'un réseau de transport en commun (sur 20 km) dans la région métropolitaine de Bangkok
- construction d'un nouvel aéroport international
- amélioration de la capacité du port de Lam Chabang
- amélioration de la capacité du réseau de production d'énergie en vue de répondre à la demande des régions urbaines et rurales
- promotion de la Thaïlande comme centre de télécommunications de l'Indochine
- amélioration de la capacité de production d'eau et du traitement des eaux usées dans la région de Bangkok.

Pour plus de détails sur ces projets, visiter le site de la Bank of Thailand (www.bot.or.th/bothomepage/Special/InvestorRelations/Eng/presentations/BOT_paper_eng.doc).

Pour plus d'information, communiquer avec la Section commerciale de l'ambassade du Canada à Bangkok, courriel : bngkk-td@dfait-maeci.gc.ca, internet : www.dfait-maeci.gc.ca/bangkok/trade/section-f.htm ou avec M. Jason Walsh, direction de l'Asie du Sud-Est, MAECI, tél. : (613) 996-8187, téléc. : (613) 944-1604, courriel : jason.walsh@dfait-maeci.gc.ca ✱

(On trouvera la version intégrale de cet article à www.infoexport.gc.ca/canadexport puis cliquer sur la rubrique *Études de marché.*)

ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE : CONSULTATIONS PUBLIQUES

Le gouvernement du Canada invite les Canadiens à se prononcer sur un éventuel accord de libre-échange entre le Canada et les pays d'Amérique centrale suivants : Guatemala, Honduras, Nicaragua et Salvador. Pour de plus amples renseignements, visitez www.infoexport.gc.ca/canadexport et cliquez sur « Nouvelles commerciales ».

Débouchés offerts à Brunéi Darussalam

Pays de la taille de l'Île-du-Prince-Édouard comptant 350 000 habitants, Brunéi Darussalam représente un marché relativement petit. Toutefois, le revenu par habitant de 23 000 \$ qui y est enregistré témoigne aussi d'une des sociétés les plus opulentes du monde : tout compte fait, le marché brunéien ne devrait pas être négligé. On prévoit d'ailleurs que le PIB y affichera cette année une croissance se situant entre 3 % et 3,5 %, en hausse de 1 % par rapport à l'an dernier.

Les exportations de pétrole et de gaz, qui constituent le moteur de l'économie brunéienne, atteignent chaque jour 22 000 barils de pétrole et 2,7 millions de pieds cubes de gaz. Une modernisation rapide s'opère dans ce pays où le gouvernement, dans le cadre du Plan d'expansion nationale, prévoit consacrer 957 millions de dollars au développement de l'infrastructure. En outre, un montant de 200 millions de dollars a été prévu pour le financement de projets de petite et de moyenne enver-

sure. Les fonds seront investis dans un large éventail de programmes se rapportant notamment à la défense, au logement, à l'éducation, aux services médicaux, au transport et aux communications.

Les projets qui auront la priorité au cours de la prochaine année touchent :

- l'adoption de pratiques commerciales et la privatisation d'activités publiques pour accroître l'efficacité
- l'application des technologies de l'information pour accroître l'activité économique et favoriser l'investissement étranger direct
- l'accroissement de l'accès au marché
- l'élargissement du savoir-faire technologique
- la promotion de Brunéi comme centre financier international
- le développement du Parc Eco-Cyber
- la promotion de l'écotourisme.

Les échanges entre Brunéi et le Canada sont modestes à ce jour, mais la présence canadienne s'accroît dans un certain

nombre de secteurs. Les possibilités se retrouvent principalement dans les secteurs du pétrole et du gaz, comme en témoigne une coentreprise, d'une valeur de 20 millions de dollars, qui œuvre à l'assainissement des sols et à laquelle participent Inland Technologies Inc., de Truro (Nouvelle-Écosse), et Jacques Whitford Environment Limited, de Dartmouth (Nouvelle-Écosse). Inland Technologies s'est également associée avec Canora Inc. et une société locale pour former CIC Environmental Services. Cette nouvelle entreprise a obtenu de la Brunei Shell Petroleum Company (BSP) un contrat de nettoyage de la boue de pétrole et des boues de forage aux installations de production de pétrole brut de BSP à Seria, à Brunéi.

Lauréate d'un Prix d'excellence à l'exportation, Survival Systems, de Dartmouth (Nouvelle-Écosse), a fourni à Brunéi un simulateur d'amerrissage forcé d'un hélicoptère, tandis que l'entreprise Canadian Aviation Electronics élabore actuellement des systèmes de contrôle intégrés de plate-forme pour trois nouvelles frégates.

Voir page 14 – Débouchés